

Table des matières

Texte n°	Page n°	Texte n°	Page n°
I. DROIT EUROPÉEN ET DROIT RÉGIONAL		II. DROIT CONSTITUTIONNEL	
A. Droit de l'Union européenne		A. Constitution formelle	
1. 7 février 1992. – TRAITÉ sur l'Union européenne – Version consolidée (J.O. C 202, 7 juin 2016)	3	16. 17 janvier 2023. – CONSTITUTION coordonnée du Grand-Duché de Luxembourg (Mémorial A n° 26, 18 janvier 2023)	90
2. 25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne – Version consolidée (J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016)	13	B. Institutions politiques	
3. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 1 sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne (J.O. C 202, 7 juin 2016)	58	17. 8 mars 2017. – LOI sur la nationalité luxembourgeoise (Mémorial A n° 289, 17 mars 2017)	98
4. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (J.O. C 202, 7 juin 2016)	58	18. 24 février 1984. – LOI sur le régime des langues (Mémorial A n° 16, 27 février 1984)	107
5. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne (J.O. C 202, 7 juin 2016)	59	19. 18 février 2003. – LOI électorale (Mémorial A n° 30, 21 février 2003)	108
6. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 8 relatif à l'article 6, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (J.O. C 202, 7 juin 2016)	59	20. 29 juin 2023. – LOI relative aux propositions motivées aux fins de légiférer. (Mémorial A n° 338, 29 juin 2023)	145
7. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 12 sur la procédure concernant les déficits excessifs (J.O. C 202, 7 juin 2016)	60	21. 4 février 2005. – LOI relative au référendum au niveau national (Mémorial A n° 27, 3 mars 2005)	146
8. 13 décembre 2007. – PROTOCOLE n° 13 sur les critères de convergence (J.O. C 202, 7 juin 2016)	60	22. 21 décembre 2007. – LOI portant réglementation du financement des partis politiques (Mémorial A n° 237, 28 décembre 2007)	152
9. 13 décembre 2007. – DÉCLARATIONS annexées à l'Acte final de la Conférence intergouvernementale qui a adopté le Traité de Lisbonne (J.O. C 115, 9 mai 2008)	60	23. 24 octobre 2023. – RÈGLEMENT de la Chambre des députés (Mémorial A n° 761, 21 novembre 2023)	154
10. 12 décembre 2007. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne – Version consolidée (J.O. C 202, 7 juin 2016)	61	24. 24 octobre 2023. – CODE de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts (Mémorial A n° 761, 21 novembre 2023)	166
11. 18 octobre 1961. – CONVENTION – Charte sociale européenne	64	25. 27 novembre 2023. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant approbation et publication du règlement interne du Gouvernement. (Mémorial A n° 778, 28 novembre 2023)	167
B. Droit du Conseil de l'Europe		26. 16 juin 2017. – LOI sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification 1. de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif; 2. de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (Mémorial A n° 592, 27 juin 2017)	184
12. 4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (telle qu'amendée par les protocoles n°s 11 et 14)	74	27. 2 février 2015. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant approbation de l'Annexe au règlement d'ordre intérieur du Conseil d'État relative aux règles déontologiques pour les membres du Conseil d'État. (Mémorial A n° 18, 6 février 2015)	187
C. Droit régional		28. 9 octobre 2020. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant institution de la Maison du Grand-Duc. (Mémorial A n° 817, 9 octobre 2020)	188
13. 4 juin 2009. – LOI portant approbation – du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958 – du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux – de la déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008 (Mémorial A n° 139, 17 juin 2009)	82	29. 9 juillet 1857. – ARRÊTÉ ROYAL grand-ducal portant organisation du Gouvernement grand-ducal (Mémorial A n° 25, 16 juillet 1857)	190
14. 5 mars 1922. – LOI portant approbation de la Convention d'Union économique signée à Bruxelles le 25 juillet 1921 entre le Luxembourg et la Belgique (Mémorial A n° 15, 11 mars 1922)	86	30. 14 mars 2022. – Arrêté grand-ducal fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement. (Mémorial A n° 133, 24 mars 2022)	191
15. 25 juillet 1921. – CONVENTION instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, telle que révisée par le Protocole du 18 décembre 2002	86	31. 27 juillet 1997. – LOI portant organisation de la Cour constitutionnelle (Mémorial A n° 58, 13 août 1997)	195
		32. 31 octobre 1997. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur de la Cour constitutionnelle (Mémorial A n° 89, 28 novembre 1997)	197
		33. 16 mai 1891. – LOI concernant la fortune privée de la Maison grand-ducale de Luxembourg. (Mémorial A n° 28, 21 mai 1891)	197
		34. 10 juillet 1907. – Loi ayant pour objet de conférer force de loi au Statut de famille de la Maison de Nassau du 16 avril 1907 (Mémorial A 37, 11 juillet 1907)	197
		35. 16 septembre 2010. – DÉCRET grand-ducal introduisant l'égalité entre hommes et femmes en matière de succession au trône (Mém. B n° 55, 23 juin 2011)	198
		36. 11 juin 2012. – DÉCRET grand-ducal portant coordination du Pacte de famille du 30 juin 1783 (Mém. B n° 51, 23 juin 2012)	198
		37. 18 juin 2012. – DÉCRET grand-ducal portant coordination du Statut de famille du 5 mai 1907 (Mém. B n° 51, 23 juin 2012)	199

Texte n°	Page n°	Texte n°	Page n°
38. 21 mars 1966. – LOI portant institution d'un conseil économique et social (<i>Mémorial A n° 14, 26 mars 1966</i>)	201	52. 8 juin 1979. – RÈGLEMENT grand-ducal relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes (<i>Mémorial A n° 54, 6 juillet 1979</i>)	286
39. 19 février 1931. – LOI concernant l'organisation de la Chambre des comptes et de la recette générale (<i>Mémorial A n° 10, 21 février 1931</i>)	202	53. 21 juin 1999. – LOI portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (<i>Mémorial A n° 98, 26 juillet 1999</i>)	287
40. 4 avril 1924. – LOI portant création de chambres professionnelles à base électorale (<i>Mémorial A n° 21, 3 mai 1924</i>)	203	54. 7 novembre 1996. – LOI portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (<i>Mémorial A n° 79, 19 novembre 1996</i>)	291
C. Droits et libertés		C. Contrats de l'administration	
41. 27 juillet 1991. – LOI sur les médias électroniques (<i>Mémorial A n° 47, 30 juillet 1991</i>)	211	55. 8 avril 2018. – Loi sur les marchés publics (<i>Mémorial A n° 243, 16 avril 2018</i>)	298
42. 8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias (<i>Mémorial A n° 85, 8 juin 2004</i>)	227	56. 8 avril 2018. – Règlement grand-ducal «modifié du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics» (Règlement g.-d. du 6 janvier 2023) (<i>Mémorial A n° 244, 16 avril 2018</i>)	343
43. 28 novembre 2006. – LOI portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (<i>Mémorial A n° 207, 6 décembre 2006</i>)	233	57. 10 novembre 2010. – Loi «relative aux recours en matière de marchés publics et d'attribution de contrats de concession» (Loi du 3 juillet 2018) (<i>Mémorial A n° 203, 12 novembre 2010</i>)	386
44. 11 août 1982. – LOI concernant la protection de la vie privée (<i>Mémorial A n° 86, 12 octobre 1982</i>)	235	58. 3 juillet 2018. – LOI sur l'attribution de contrats de concession (<i>Mémorial A n° 560, 5 juillet 2018</i>)	390
45. 27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>)	235	D. Fonction publique	
46. 1 ^{er} août 2018. – LOI portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 686, 16 août 2018</i>)	259	59. 16 avril 1979. – LOI fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 31, 17 avril 1979</i>)	408
47. 16 mars 2009. – LOI sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (<i>Mémorial A n° 46, 16 mars 2009</i>)	265	60. 12 mai 2010. – RÈGLEMENT grand-ducal déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public (<i>Mémorial A 78, 25 mai 2010</i>)	413
III. DROIT ADMINISTRATIF		61. 9 décembre 2005. – LOI déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État (<i>Mémorial A 205, 19 décembre 2005</i>)	413
A. Institutions administratives		62. 25 mars 2015. – LOI déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État. (<i>Mémorial A n° 59, 31 mars 2015</i>)	414
48. 13 décembre 1988. – LOI communale (<i>Mémorial A n° 64, 13 décembre 1988</i>)	268	63. 30 septembre 2015. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État (<i>Mémorial A n° 189, 1^{er} octobre 2015</i>)	428
49. 30 mai 2005. – LOI portant : 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 73, 7 juin 2005</i>)	281	64. 16 avril 1979. – LOI portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État (<i>Mémorial A n° 31, 17 avril 1979</i>)	430
B. Procédure administrative et contentieux administratif		65. 5 mars 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État (<i>Mémorial A 30, 11 mars 2004</i>)	431
50. 22 août 2003. – LOI instituant un médiateur (<i>Mémorial A n° 128, 3 septembre 2003</i>)	284	E. Étrangers et réfugiés	
51. 1 ^{er} décembre 1978. – LOI réglant la procédure administrative non contentieuse (<i>Mémorial A n° 87, 27 décembre 1978</i>)	285	66. 18 décembre 2015. – LOI relative à la protection internationale et à la protection temporaire (<i>Mémorial A n° 255, 28 décembre 2015</i>) ..	433
IV. DROIT FISCAL		67. 29 août 2008. – LOI portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration (<i>Mémorial A n° 138, 10 septembre 2008</i>)	447
		68. 4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>)	481

Texte n°	Page n°	Texte n°	Page n°
V. DROIT PÉNAL		82. 1 ^{er} septembre 1988. – LOI relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques (<i>Mémorial A n° 51, 26 septembre 1988</i>)	729
69. 16 juin 1879. – CODE pénal	551	6. Les sûretés	
70. 3 mars 2010. – LOI – 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle – 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives (<i>Mémorial A n° 36, 11 mars 2010</i>)	599	83. 27 juillet 2003. – LOI – portant approbation de la Convention de La Haye du 1 ^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance; – portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et – modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 124, 3 septembre 2003</i>)	731
VI. DROIT CIVIL		84. 5 août 2005. – LOI sur les contrats de garantie financière (<i>Mémorial A n° 128, 16 août 2005</i>)	732
A. Code civil		85. 18 avril 1910. – LOI sur le régime hypothécaire (<i>Mémorial A n° 20, 20 avril 1910</i>)	738
71. 15 mars 1803. – CODE civil	603	7. Droit de la consommation	
B. Lois spéciales		86. 8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (<i>Mémorial A n° 69, 12 avril 2011</i>)	740
1. Les personnes et la famille		87. 8 janvier 2013. – LOI concernant le surendettement (<i>Mémorial A n° 26, 13 février 2013</i>)	797
72. 9 juillet 2004. – LOI relative aux effets légaux de certains partenariats (<i>Mémorial A n° 143, 6 août 2004</i>)	706	VII. DROIT DES AFFAIRES	
2. Etat Civil - Nom et Prénom		A. Droit commercial	
73. 23 août 1794. – LOI du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance (<i>Mémorial A n° 44, 23 août 1794</i>)	708	1. Code de commerce	
74. 19 décembre 2020. – LOI sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (<i>Mémorial A n° 1045, 21 décembre 2020</i>)	708	88. 15 septembre 1807. – CODE de commerce	804
3. Les biens		89. 7 août 2023. – Loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite. (<i>Mémorial A n° 521, 18 août 2023</i>)	817
75. 16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (<i>Mémorial A n° 28, 23 mai 1975</i>)	711	2. Lois spéciales	
76. 25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	714	90. 19 décembre 2002. – LOI concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (<i>Mémorial A n° 149, 31 décembre 2002</i>)	836
4. Contrats		91. 2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (<i>Mémorial A n° 198, 22 septembre 2011</i>)	861
77. 14 août 2000. – LOI relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (<i>Mémorial A n° 96, 8 septembre 2000</i>)	717	92. 27 mai 1937. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce (<i>Mémorial A n° 39, 31 mai 1937</i>)	869
78. 21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (<i>Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006</i>)	722	93. 27 juillet 1997. – LOI sur le contrat d'assurance (<i>Mémorial A n° 65, 3 septembre 1997</i>)	871
79. 31 mars 2000. – LOI relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente (<i>Mémorial A n° 32, 21 avril 2000</i>)	727	94. 10 juillet 2020. – LOI relative aux garanties professionnelles (<i>Mémorial A n° 582, 13 juillet 2020</i>)	871
80. 23 juillet 1991. – LOI ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance (<i>Mémorial A n° 52, 8 août 1991</i>)	728	B. Droit des sociétés et des associations	
5. Responsabilité délictuelle		95. 10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	886
81. 21 avril 1989. – LOI relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux (<i>Mémorial A n° 25, 28 avril 1989</i>)	729	96. 11 mai 1936. – LOI garantissant la liberté d'association (<i>Mémorial A n° 39, 16 mai 1936</i>)	965
		97. 7 août 2023. – Loi sur les associations sans but lucratif et les fondations. (<i>Mémorial A n° 592, 19 septembre 2023; Rect. Mémorial A n° 631, 3 octobre 2023</i>)	966
		98. 12 décembre 2016. – LOI portant création des sociétés d'impact sociale (<i>Mémorial A n° 255, 15 décembre 2016</i>)	980

Texte n°	Page n°	Texte n°	Page n°
99. 6 avril 2013. – LOI relative aux titres dématérialisés (<i>Mémorial A n° 71, 15 avril 2013</i>)	982	C. Revenu d'inclusion sociale	
100. 24 mai 2011. – LOI concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (<i>Mémorial A n° 109, 27 mai 2011</i>)	990	113. 28 juillet 2018. – LOI relative au revenu d'inclusion sociale (<i>Mémorial A n° 630, 30 juillet 2018</i>)	1209
101. 25 mars 1991. – LOI sur les groupements d'intérêt économique (<i>Mémorial A n° 20, 11 avril 1991</i>)	996	IX. DROIT PROCÉDURAL	
102. 25 mars 1991. – LOI portant diverses mesures d'application du règlement C.E.E. n° 2137/85 du conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) (<i>Mémorial A n° 20, 11 avril 1991</i>)	999	114. 7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	1218
C. Droit bancaire et financier		115. 18 février 1885. – LOI sur les pourvois et la procédure en cassation (<i>Mémorial A n° 23, 18 avril 1885</i>)	1233
103. 23 décembre 1998. – LOI organique de la Banque centrale du Luxembourg (<i>Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998</i>)	1001	116. 22 décembre 1986. – LOI relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice (<i>Mémorial A n° 108, 30 décembre 1986</i>)	1236
104. 23 décembre 1998. – LOI portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (<i>Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998</i>)	1005	117. 10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>)	1236
105. 5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>)	1013	118. 9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (<i>Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976</i>)	1244
106. 8 décembre 2021. – LOI relative à l'émission de lettres de gage (<i>Mémorial A n° 845, 9 décembre 2021</i>)	1013	119. 4 décembre 1990. – LOI portant organisation du service des huissiers de justice (<i>Mémorial A n° 72, 22 décembre 1990</i>)	1252
D. Droit de la concurrence		120. 3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	1257
107. 23 octobre 2011. – LOI relative à la concurrence (<i>Mémorial A n° 218, 28 octobre 2011</i>)	1026	121. 25 juillet 2015. – LOI relative à l'archivage électronique (<i>Mémorial A n° 150, 4 août 2015</i>)	1334
108. 23 décembre 2016. – LOI sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative (<i>Mémorial A n° 267, 27 décembre 2016</i>)	1032	122. 9 décembre 1808. – CODE de procédure pénale	1337
109. 30 novembre 2022. – LOI relative à la concurrence (<i>Mémorial A n° 181, 31 mars 2023</i>)	1033	123. 8 août 2000. – LOI sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (<i>Mémorial A n° 98, 18 septembre 2000</i>)	1404
VIII. DROIT SOCIAL		124. 1 ^{er} août 2018. – LOI portant transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (<i>Mémorial A n° 787, 11 septembre 2018</i>)	1406
A. Droit du travail		125. 12 décembre 2012. – Règlement (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>)	1418
1. Code du travail		126. 15 mai 2014. – Règlement (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 189, 27 juin 2014</i>)	1426
110. 31 juillet 2006. – CODE du travail (<i>Mémorial A n° 149, 29 août 2006</i>)	1050	X. ANNEXE	1436
2. Lois spéciales		INDEX	1441
111. 8 juin 1999. – LOI relative aux régimes complémentaires de pension (<i>Mémorial A n° 74, 17 juin 1999</i>)	1197		
B. Droit de la sécurité sociale			
1. Code de la Sécurité sociale			
112. 17 décembre 1925. – CODE de la sécurité sociale (<i>Mémorial A n° 63, 17 décembre 1925</i>)	1201		